#### AR Prefecture

017-200073690-20250402-D2025\_13-DE Reçu le 04/04/2025

# CONVENTION RELATIVE A L'AVANCE REMBOURSABLE BUDGETAIRE CONSENTIE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROCHEFORT OCEAN AU SYNDICAT MIXTE DU PORT DE COMMERCE DE ROCHEFORT ET TONNAYCHARENTE

#### **ENTRE**

LA COMMUNAUTE DAGGLOMERATION ROCHEFORT OCEAN, représenté par son Président en exercice, M. Hervé BLANCHÉ, en application de la délibération n°2025\_031 du Conseil Communautaire du 27 mars 2025

- d'une part, désigné ci-après : la CARO,

ET

- d'autre part, désigné(e) ci-après : le bénéficiaire,

#### **PREAMBULE**

Le Syndicat Mixte du port de commerce de Rochefort et Tonnay-Charente composé du Département de la Charente-Maritime et de la Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan porte la compétence d'aménagement et de développement du Port de commerce Charente Atlantique dont les activités se répartissent sur les deux secteurs de Rochefort et Tonnay-Charente.

Dans le cadre de cette compétence, le Syndicat Mixte portuaire a élaboré un schéma de développement du Port Charente Atlantique dont les objectifs sont de faire des espaces industrialo-portuaires un pilier de l'économie de l'agglomération rochefortaise.

Parmi les grandes orientations figure le développement de la zone portuaire par l'extension du domaine portuaire et l'augmentation de la capacité d'accueil d'entreprises pour accompagner le développement économique du territoire en offrant de nouvelles opportunités de diversification du trafic.

C'est dans ce cadre que le Syndicat Mixte souhaite poursuivre sa politique de maitrise foncière sur l'ensemble des 13 bâtiments implantés sur les emprises du secteur quai Libération à Rochefort. Actuellement, 2 emprises restent à acquérir sur un total de 13. Cette acquisition permettrait au Syndicat Mixte de conduire des travaux de déconstruction des bâtis existants et d'aménagement d'une plateforme offrant de nouvelles capacités d'accueil de trafics portuaires en réponse aux sollicitations exprimées par la communauté portuaire et favorisant leur diversification.

### AR Prefecture

017-200073690-20250402-D2025\_13-DE Reçu le 04/04/2025

#### **4** ETE CONVENU CE QUI SUIT :

# ARTICLE 1 – Objet de la convention

Au vu des difficultés de trésorerie rencontrées par le Syndicat Mixte du port de commerce de Rochefort – Tonnay-Charente, du fait de la non perception des crédits liés à la fin de la concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie sur l'exploitation du port de commerce de Rochefort et Tonnay-Charente, il est décidé l'octroi d'une avance remboursable budgétaire de la CARO au profit du Syndicat Mixte d'un montant de 1 000 000 €.

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties.

# ARTICLE 2 – Modalités de versement de l'avance par la CARO

La CARO alloue une avance remboursable budgétaire d'un montant de 1M€ (un million d'euros) au Syndicat Mixte du port de commerce de Rochefort et Tonnay-Charente.

Cette avance sera versée en une seule fois, après signature de la présente convention, sur demande écrite du bénéficiaire, accompagnée des justificatifs et chiffrages portant sur les opérations envisagées de maîtrise foncière des emprises du secteur quai Libération, de la déconstruction des constructions existantes et d'aménagement d'une plateforme permettant de recevoir de nouveaux trafics portuaires.

#### ARTICLE 3 - Modalités de remboursement de l'avance par le bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à rembourser l'avance à la CARO en un seul versement :

- soit dès perception des crédits liés à la fin de concession de la CCI sur le port de commerce de Rochefort et Tonnay-Charente,
- soit, à défaut, au plus tard le 31 décembre 2027.

## ARTICLE 3 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée correspondant au remboursement de l'avance, objet de la présente convention.

Fait en double exemplaires.

A Rochefort, le Président de la CARO

Le Président du Syndicat Mixte du Port de Commerce de Rochefort et Tonnay-Charente

Hervé BLANCHÉ

**Gérard PONS**